



## Mémoire présenté par le Réseau des femmes en environnement

Projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028  
du Gouvernement du Québec

**Déposé le 1er février 2023**

Présenté par Élyse Arcand, présidente du conseil d'administration  
France Levert, administratrice  
Marie-Claude Molnar, responsable des communications et services aux membres

Réseau des femmes en environnement  
5455 Av. de Gaspé #200  
Montréal, Québec, H2T 3B3

579-421-0981  
[info@rqfe.org](mailto:info@rqfe.org)

## Le Réseau des femmes en environnement ([www.rqfe.org](http://www.rqfe.org))

Fondé en 1999, le Réseau regroupe 782 membres individuelles, issues de secteurs d'activités diversifiés et de partout au Québec. Il compte également 34 groupes membres, ce qui porte à plus de 30 000 le nombre des femmes qu'il réunit dans leur pluralité et leurs diversités.

Le Réseau est un OSBL soutenu par une équipe de 12 à 15 employées, contractuelles et stagiaires, à laquelle s'ajoute la contribution annuelle d'une soixantaine de bénévoles. Chaque année, le Réseau des femmes en environnement accompagne plus de 275 clients<sup>1</sup>.

### Sa mission

Développer le pouvoir d'agir des membres, des personnes et des organisations afin d'améliorer la qualité de l'environnement, la santé et le bien-être : des initiatives de femmes pour le bien collectif.

### Ses objectifs

- Favoriser la mise en lien des femmes intéressées par le développement durable et l'environnement
- Renforcer les capacités d'intervention des femmes dans les domaines du développement durable et de l'environnement
- Informer et sensibiliser la population sur l'environnement, les femmes et la santé
- S'impliquer dans le développement et la diffusion de nouvelles connaissances dans les domaines visés par la mission, entre autres en contribuant à des activités de recherche
- Travailler à la protection de l'environnement et au développement durable par des actions concrètes

### Domaines d'expertise

- Événements, arts vivants et plateaux de tournage
- Genre : changements climatiques et environnement, femmes en politiques
- Milieu de travail
- Santé environnementale (ex. perturbateurs endocriniens, rejets toxiques dans l'eau)
- Consommation (ex. mode, numérique, produits d'usage quotidien)
- Communication responsable

Son action prend diverses formes : formations, services conseil, ateliers, événements, sensibilisation, mentorat, recherche et développement de nouvelles pratiques et outils, etc. Le Réseau s'intéresse au rôle d'agentes de changement que jouent les femmes dans la concrétisation de la transition socio-écologique.

Comme organisation, le Réseau travaille avec de très nombreux [partenaires](#) à mener à bien des projets et initiatives diversifiés, tant dans le secteur gouvernemental (fédéral, provincial et municipal), paragouvernemental, des organisations (entreprises privées, issues de l'économie sociale, OSBL), du milieu universitaire, qu'auprès de communautés et particuliers engagés en environnement. Son intervention se fait surtout au niveau québécois, mais ses activités ont également une portée canadienne, voire internationale (notamment par l'entremise du Centre d'étude et de coopération international ou CECI).

---

<sup>1</sup> Pour consulter le [rapport d'activités](#) 2021-2202

## Commentaires généraux

Le Réseau des femmes en environnement salue, d'une part, l'engagement et la volonté d'exemplarité du gouvernement du Québec à travers sa Stratégie de développement durable et, d'autre part, ses multiples initiatives et réalisations. Mais est-ce suffisant pour faire face aux crises climatiques et environnementales actuelles ?

### Gouvernance

- Pour démontrer l'urgence d'y adhérer, la Stratégie doit réitérer la nécessité de l'engagement de chaque ministère et organisme qui y est soumis. Le texte gagnerait en force si la locution *il est souhaité* était remplacée par *il est requis, il est recommandé, il est nécessaire*.
- Les ressources seront-elles au rendez-vous pour réaliser les objectifs et orientations mis de l'avant et «faire passer le Québec à la vitesse supérieure» dans de courts délais ?
- Étant donné l'ampleur de l'enjeu, la Stratégie et sa mise en application ne devraient-elles pas relever directement du Conseil exécutif, démontrant ainsi l'engagement ferme du gouvernement de relever les défis qui y sont inhérents ? Il nous semble que cela faciliterait l'arrimage entre les impératifs de DD et la convergence des décisions gouvernementales relatives à l'environnement, au développement économique, social et culturel.

### Les femmes et le développement durable

#### En quelques chiffres

- Les femmes - qui comptent pour la moitié de la population du Québec - sont responsables de quelque 80 % des décisions de consommation des ménages.
- Les femmes sont plus vulnérables aux impacts des changements climatiques sur leur santé (ex: femmes enceintes et pollution de l'air). (Perera , 2017).
- Les femmes sont davantage préoccupées par l'environnement et les changements climatiques. Elles préconisent d'abord l'action directe et les changements de comportements plutôt que de miser sur les solutions technologiques<sup>2</sup>.
- Les femmes vivent en général d'une façon plus «durable», ont une plus faible empreinte écologique et génèrent moins de gaz à effet de serre.
- Les femmes sont les premières touchées par les conséquences des changements climatiques et constituent 80 % des réfugiés climatiques (Halton, 2018). Par ailleurs, elles disposent de moins de ressources face aux situations climatiques extrêmes (inondation, sécheresse, tornades, etc.).
- Face à la problématique environnementale, de plus en plus de foyers se lancent dans des démarches écoresponsables. Souvent lancées par les femmes, ces initiatives pèsent lourd et ajoutent à la charge mentale. Le partage des rôles dans le domaine environnemental demeure, comme dans plusieurs autres, traditionnellement féminins<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Selon diverses sources, dont le [Rapport final sur l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques](#) et les résultats annuels du Baromètre de l'action climatique, 4 éditions

<sup>3</sup> <https://reseaufemmesenvironnement.org/genre>

Nous saluons le fait que le projet de Stratégie 2023-2028 propose deux nouveaux objectifs pour l'orientation 3 *Favoriser la participation de tous au développement durable : Assurer une transition socio-écologique juste et valoriser l'égalité et la diversité de notre société*. Toutefois, est-ce que les contributions attendues sont suffisantes? Voir nos propositions en réponse aux questions suivantes.

### **Selon vous, les objectifs, les sous-objectifs et les chantiers proposés répondent-ils aux défis auxquels le Québec fait face pour se développer durablement?**

- De manière générale, les objectifs et les sous-objectifs de la Stratégie couvrent l'ensemble des domaines prioritaires liés au développement durable.
- L'ajout, pour une première fois, d'attentes de participation pour les ministères et organismes du gouvernement est une bonne nouvelle. D'ailleurs, il sera souhaitable que, dans un proche avenir, des obligations de résultats concrétisent ces attentes.
- Le défi réside dans le détail de leur mise en œuvre en cohérence avec les grandes orientations et décisions gouvernementales. Ainsi, comment accélérer les changements en sachant que les ressources humaines et financières sont limitées? Quels mécanismes assurent la convergence des priorités économiques, sociales et environnementales des différentes entités gouvernementales? Comment la Stratégie concilie-t-elle l'atteinte des cibles de réduction des GES et la poursuite de la croissance économique par le gouvernement?
- Étant donné le caractère hautement évolutif et complexe de ces questions, il nous apparaît important que le gouvernement du Québec, en partenariat avec des chercheurs et des représentants de divers secteurs d'activités, soit continuellement à l'affût des changements et adopte des approches proactives.

### **Selon vous, les objectifs, les sous-objectifs et les chantiers proposés répondent-ils aux défis et besoins de votre secteur d'activité?**

Outre les éléments mentionnés précédemment:

- Il serait préférable que chacune des orientations de la Stratégie soit assortie d'au moins un chantier. Tout particulièrement, le chantier de l'orientation 3, *Favoriser la participation de tous au développement durable*, pourrait s'attarder aux freins à la représentativité de la participation des femmes et des minorités, ainsi qu'aux effets de l'intersectionnalité dans la transition. Ce chantier pourra aussi se pencher sur les pistes à poursuivre pour éliminer ces freins.
- À l'instar de Loto-Québec, dont la politique d'appui financier aux événements culturels et autres soutenus par la société est assortie de critères d'écoconditionnalité, la Stratégie pourrait prévoir un mécanisme correspondant pour les événements financés par les ministères et organisations qu'elle vise (en fonction de la norme BNQ 9700-253).
- La santé environnementale et la santé publique sont étroitement liées et font toutes deux partie des dossiers qui préoccupent énormément le Réseau (et ses membres) depuis sa création. Au même titre, les récentes conférences internationales et le milieu de la recherche évoquent les liens de causalité entre la perte de biodiversité, l'utilisation des pesticides, les changements climatiques et la santé qui démontrent l'importance de traiter conjointement ces enjeux.

- **Décroissance et sobriété** - En plus de favoriser la consommation de proximité, il faut consommer moins / consommer mieux et partager plus.  
Par exemple, la compensation des GES par la plantation d'arbres ne suffit pas, il faut diminuer à la source pour contrer la surconsommation d'énergie, de ressources et de biens, tant à l'échelle gouvernementale qu'individuelle, par des approches innovantes. La Stratégie devrait mettre l'accent sur la décroissance et la sobriété et miser sur des efforts de communication et de sensibilisation les démystifiant auprès des instances visées par la Stratégie et auprès du grand public. A cet effet, le gouvernement doit également être exemplaire dans ses orientations et dans leur déploiement.

### Quels sont ceux qui vous apparaissent prioritaires?

De par son positionnement au carrefour de la condition féminine et de l'environnement, le Réseau des femmes en environnement a un intérêt particulier pour les orientations 1 (notamment le sous-objectif 1.2.2 *Accroître la présence des femmes et de la diversité dans les secteurs de l'environnement et des technologies propres*) et 3. *Favoriser la participation de tous au développement durable.*

- Dans la première stratégie de développement durable, il était fait mention que les milieux de l'éducation et de la santé seraient plus spécifiquement visés dans une seconde mouture. Nous ne pouvons trop insister sur l'impact majeur et l'apport prioritaire de ces domaines d'intervention, d'autant qu'ils sont largement pourvus d'une main-d'œuvre féminine.
- Depuis 2006, les analyses différenciées selon le sexe (ADS) sont des outils mis à la disposition des ministères et organismes comme aide à la décision, quant aux impacts des décisions gouvernementales et aux meilleures stratégies à adopter pour faire évoluer les comportements. Malheureusement, ces analyses nous semblent encore marginales alors qu'elles devraient être systématiques et notamment refléter le concept de charge mentale, un facteur de stress de plus en plus documenté.
- À cet effet, des données différenciées sont souvent manquantes pour appuyer les ADS ou analyses pertinentes et des partenariats avec des chercheur.es pourraient pallier ces lacunes.
- Tel que mentionné précédemment, les femmes ont un impact marquant en matière de consommation et sont reconnues comme agentes de changement de premier plan. Elles exercent d'ailleurs significativement leur influence dans leurs communautés d'appartenance et leurs milieux de travail. Il est donc important qu'elles soient bien représentées dans les différentes instances de décision et que l'on puisse appuyer leurs initiatives par des programmes spécifiques (ex. mentorat en environnement et DD comme Women4Climate) et que les programmes existants pour l'entrepreneuriat au féminin comportent des critères favorisant les pratiques écoresponsables.

### Quelles actions le gouvernement pourrait-il mettre en œuvre pour relever ces défis?

- Il faut bonifier l'offre de programmes de subvention pour les initiatives des femmes en environnement. Il pourrait par exemple s'agir de soutenir le leadership environnemental des femmes au sein des communautés culturelles.
- Il importe de favoriser l'éducation et le développement des filles en science par des campagnes et programmes adaptés. Bien que les filles soient surreprésentées en classe, il semble que leur contribution aux études supérieures en science et dans les postes d'influence

en environnement demeure marginale<sup>4</sup>. Il importe donc de comprendre les raisons de cette disparité et de s'employer à établir un juste équilibre, qui est essentiel pour refléter l'approche distinctive des femmes face à l'action climatique et environnementale.

- Les **municipalités**, comme gouvernements de proximité, ont un rôle important à jouer à divers niveaux, comme en témoigne le contenu proposé de la Stratégie. Les municipalités sont des partenaires du Réseau dans plusieurs dossiers, tels que les événements écoresponsables, la santé, les changements climatiques, la mobilité, etc. Il est essentiel que des avenues comme l'écofiscalité, par exemple, soient développées avec l'appui du gouvernement du Québec afin de pourvoir les municipalités en ressources additionnelles.
- Encore trop peu d'**entreprises** et d'organisations québécoises se sont engagées dans le développement durable et la transition socio-écologique. Il est important que les programmes et initiatives existants et annoncés soient maintenus, voire multipliés et adéquatement pourvus. Le Réseau des femmes en environnement et plusieurs de ses membres entrepreneures ont sensiblement fait progresser les pratiques grâce à l'appui financier et technique de ces programmes gouvernementaux (dont le Fonds Écoleader).

### Que pourrions-nous développer en partenariat avec votre secteur d'Activité pour relever ce défi?

Le Réseau des femmes en environnement a déjà développé des partenariats avec plusieurs instances gouvernementales dans le cadre de ses activités, qu'il souhaite maintenir et renforcer. En plus des éléments déjà mentionnés, les avenues suivantes pourraient permettre d'appuyer d'autres activités :

- Changement climatique et environnement : développement de la connaissance et d'outils sur la charge mentale et les «fausses solutions» en transition socio-écologique.
- Événements, arts vivants, tournage : appui au rayonnement au niveau québécois, canadien et international.
- Consommation et communication responsables : appui à des initiatives et soutien aux entreprises visant à réduire le gaspillage sous toutes ses formes, dont le secteur du vêtement (deuxième industrie la plus polluante au monde) et les produits alimentaires.
  - Réduction des emballages
  - Étiquetage des produits présentant l'impact climat et le coût environnemental des produits et services consommés
  - Parité des prix entre les produits biologiques locaux en épicerie
  - Surprime aux produits d'importation
  - Multiplication de la distribution de produits en vrac, etc.
  -

---

<sup>4</sup> Étude conjointe d'Envirocompétences et du Réseau des femmes en environnement en cours